



HAL
open science

Turquie : dix ans après l'arrivée au pouvoir de l'AKP, retour vers le futur ?

Gilles Bertrand

► **To cite this version:**

Gilles Bertrand. Turquie : dix ans après l'arrivée au pouvoir de l'AKP, retour vers le futur?. 12e Congrès de l'AFSP, ST 48 : Les diplomaties des pays émergents, Association française de science politique, Jul 2013, Paris, France. halshs-00985813

HAL Id: halshs-00985813

<https://shs.hal.science/halshs-00985813>

Submitted on 30 Apr 2014

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Congrès AFSP Paris 2013

ST48, « les diplomaties des pays émergents »

BERTRAND Gilles, Centre Emile-Durkheim, Sciences Po Bordeaux

g.bertrand@sciencespobordeaux.fr

Turquie : dix ans après l'arrivée au pouvoir de l'AKP, une puissance émergente ?

Dès leur arrivée au pouvoir, début 2003, les dirigeants du parti AKP, Recep Tayyip Erdoğan (Premier ministre), Abdullah Gül (ministre des Affaires étrangères puis président de la République) et leur conseiller diplomatique Ahmet Davutoğlu (actuel ministre des Affaires étrangères) annonçaient la mise en œuvre d'une nouvelle politique régionale dite du « zéro problème avec les voisins », complétée, grâce à la croissance économique et un siège au Conseil de sécurité (2010-2011), par une politique étrangère globale ambitieuse, notamment vis-à-vis de l'Afrique et des autres « puissances émergentes ». Quelles sont les spécificités de cette diplomatie « émergente » ? Elle a connu de notables succès : ouverture de nouvelles ambassades (notamment en Afrique), croissance des exportations des entreprises turques, forte popularité du gouvernement turc dans le monde arabe et musulman. Elle a aussi subi de sérieux revers : gel partiel des négociations avec l'UE ; échec de la négociations sur le nucléaire iranien ; rupture avec Israël après l'échec de tentative de médiation sur la Palestine et la Syrie ; impuissance vis-à-vis de toutes les péripéties du « Printemps arabe » et rupture avec la Syrie. Nous nous interrogeons donc sur la durabilité du processus de montée en puissance diplomatique de la Turquie. L'émergence de la Turquie comme puissance au moins régionale relèverait-elle essentiellement de l'ordre du discours, y compris de la part de ses partenaires ?

Turkey: Ten years after the coming to power of the AKP, back to the future?

Upon coming to power in early 2003, the leaders of the AKP, Recep Tayyip Erdoğan (Prime Minister), Abdullah Gül (Foreign Minister, now President of the Republic) and their diplomatic advisor Ahmet Davutoğlu (Minister of Foreign Affairs) announced the implementation of a new regional policy called "zero problem with the neighbors", supplemented, thanks to economic growth and a seat at the Security Council (2010-2011), by an ambitious global foreign policy, especially vis-à-vis Africa and other "emerging powers". Which are the specificities of this "emerging" diplomacy? It has had notable success: Opening of new embassies (in particular in Africa) ; Turkish exports rise, high popularity of the Turkish government in the Arab and Muslim world. It also suffered serious setbacks: Partial freezing of the negotiations with the EU ; Failure of the negotiations on the Iranian nuclear crisis ; Breakdown with Israel after the failure of mediation attempt on Palestine and Syria ; powerlessness with respect to "Arab Spring" and rupture with Syria. So we question the sustainability of the process of rising diplomatic power of Turkey. Would The emergence of Turkey at least as a regional power fall primarily on the order of discourse, including on behalf of its partners?

Congrès AFSP Paris 2013

ST48, « les diplomaties des pays émergents »

BERTRAND Gilles, Centre Emile-Durkheim, Sciences Po Bordeaux

g.bertrand@sciencespobordeaux.fr

Les deux écoles classiques des Relations internationales, le libéralisme et le « réalisme », semblent avoir trouvé un point de convergence autour du discours sur les « puissances émergentes ». Qualifiant ainsi un large spectre d'Etats, de la Chine à la Colombie, les uns et les autres peuvent aisément actualiser leurs concepts-clés : la « puissance » au sens large pour les « réalistes », accompagnée de ses compléments tels que « l'équilibre de la puissance », « le dilemme de la sécurité », etc. ; « la paix par le commerce », « la puissance douce » (Joseph Nye) pour les libéraux. Chacun des deux groupes observe ainsi les effets internationaux de l'indéniable enrichissement (en valeur du produit national brut) de ces Etats : acquisitions de nouveaux matériels militaires (du fameux porte-avions chinois aux achats de sous-marins par des Etats aux moyens plus modestes), tentatives de constituer une industrie nationale de défense (notamment aérienne dans le cas de la Turquie), ambitions de devenir l'*hegemon* régional, voire membre permanent du Conseil de sécurité des Nations unies (Afrique du Sud, Brésil, Inde, Nigeria) ; diffusion de ses valeurs, de sa culture (y compris la musique *pop* coréenne et les feuilletons télévisés « à l'eau de rose » brésiliens ou turcs), aide au développement et tentatives de créer des alternatives « Sud » à la Banque mondiale, appétit nouveau pour la diplomatie multilatérale plus de cinquante ans après la conférence de Bandung (1955) et la création du Mouvement des Non-Alignés (1961).

« L'émergence » intéresse tout autant les tenants des approches critiques puisqu'il s'agit bien sûr d'un construit social, qui relève avant tout d'un discours de la part des élites politiques et économiques de l'Etat concerné, de la part des élites des Etats partenaires – voire rivaux – comme le montre la constitution du G-20 à l'initiative du G-8, ainsi que d'une partie du monde académique et des experts (comme ceux de *The Economist Intelligence Unit*) : mise en avant de certains indicateurs économiques (le produit national brut davantage que le produit national brut par habitant par exemple, le taux de croissance plutôt que le taux de chômage, tous ces chiffres étant de toute façon sujet à caution) ; « oubli » de quelques indicateurs plus problématiques comme l'Indice de développement humain (IDH), le taux d'alphabétisation des femmes, la liberté d'expression, les degrés de multipartisme ou de corruption (bien difficiles à mesurer, il est vrai), les conditions de travail, etc.

Si consensus il y a sur l'émergence, il se fonde sur l'idée que certains Etats de l'ex-Tiers-Monde seraient (enfin, notamment après « la décennie perdue pour le développement » que furent les années 1980, selon les Nations unies) entrés dans une phase de développement très rapide, plus rapide que ne fut la Révolution industrielle puis les Trente Glorieuses dans les pays ouest-européens et nord-américains. L'émergence politique de certains de ces Etats serait plus ancienne (depuis Bandung donc), même si les faiblesses internes (aujourd'hui en partie surmontées) de la Chine ou de l'Inde, pour se limiter à ces deux exemples, limitaient leurs ambitions.

Bien que ne faisant pas partie des « puissances émergentes » les plus en vue (le fameux club des BRICS) mais du deuxième groupe (les CIVETS¹), la Turquie, membre du G-20 en tant que 17^e économie mondiale, représente pourtant un cas d'étude particulièrement intéressant.

¹ Groupe comprenant la Colombie, l'Indonésie, le Vietnam, l'Egypte, la Turquie et l'Afrique du Sud (qui fait figure de « petit poucet » économique et démographique face aux autres membres des BRICS, soit le Brésil, la Russie, l'Inde et la Chine). Ce groupe est une invention de Robert Ward, directeur « global » de l'Equipe de prévision « globale » de *The Economist Intelligence Unit* en 2009, popularisée par la banque HSBC l'année suivante.

Congrès AFSP Paris 2013

ST48, « les diplomaties des pays émergents »

BERTRAND Gilles, Centre Emile-Durkheim, Sciences Po Bordeaux

g.bertrand@sciencespobordeaux.fr

Ne serait-ce que parce qu'elle fut une des premières puissances émergentes², juste après la Première Guerre mondiale. En effet, on peut sans doute parler d'« émergence » au sujet de la République de Turquie née sur les cendres de l'Empire ottoman du fait de la politique d'occidentalisation/modernisation menée par Mustafa Kemal Atatürk. Celle-ci se traduit notamment par une politique d'industrialisation volontariste (qui a pour origine les premiers grands conglomérats privés du pays) et par une politique étrangère d'équilibre vis-à-vis des puissances démocratiques (France et Royaume-Uni), de l'URSS et des dictatures fasciste et nazie. Modèle pour nombre d'ex-colonisés ou semi-colonisés, Etats « nationaux » issus d'Empires, telles la Chine et l'Inde, le régime kémaliste déclina après 1945 : l'alignement (*bandwagoning*) sur les Etats-Unis diminua considérablement ses marges de manœuvre diplomatiques. La politique de substitution des importations eut à long terme un effet négatif sur l'industrie qui se trouvait surprotégée par les barrières protectionnistes, tandis que le multipartisme aboutit rapidement à des dérives autoritaires et des coups d'Etat militaire.

L'« émergence » ou plutôt la réémergence de la Turquie apparut – et fut affichée comme objectif – par le gouvernement Özal, à partir de 1983 et le retour des civils au pouvoir. Toutefois, dans les années 1990, l'instabilité politique et financière de la Turquie provoqua un coup d'arrêt à ses ambitions, notamment vis-à-vis de son « étranger proche » (Balkans, Moyen-Orient, Caucase) et des Etats turcophones de l'Asie centrale ex-soviétique. Ce n'est que depuis 2003, avec l'arrivée au pouvoir du Parti de la Justice et du Développement (Adalet ve Kalkınma Partisi, AKP), que la politique étrangère turque se montre de nouveau très offensive, affichant des ambitions régionales et mondiales, en partie légitimées et rendues possibles par une croissance économique relativement stable (5% de croissance annuelle moyenne, malgré la crise mondiale de 2008). Les décideurs affichent une véritable stratégie d'« émergence » qui contraste avec celle de forteresse assiégée des gouvernements de coalition de la décennie précédente.

Quelle est cette stratégie et ses ressorts idéologiques ? Comment expliquer l'effet de contraste avec la politique étrangère de la République de Turquie depuis ses origines ? Nous verrons que celle-ci était, depuis avant même la fin de l'Empire ottoman, fondée sur une approche « réaliste » classique qui était celle du « Concert européen ». On ne peut donc pas expliquer la montée en puissance économique et politique (« l'émergence ») de la Turquie des années 2000, ni ses caractéristiques en faisant abstraction du kémalisme, idéologie qui domine encore largement l'appareil d'Etat aujourd'hui. Mais il faut surtout analyser la politique étrangère de l'AKP et sa conduite à l'épreuve des crises et des conflits dans son « étranger proche » passablement agité.

² Sans bien connaître le cas du Brésil, il me semble qu'il y a des similitudes entre les deux Etats : tous les deux sont issus d'Empires (portugais et ottoman, nés durant la même période qui plus est) ; les élites républicaines sont toutes les deux nourries de positivisme, prônant le sécularisme – sinon l'athéisme – tout en faisant montre d'un indéniable darwinisme social et d'un autoritarisme assumé face à leurs oppositions accusées d'être conservatrices voire réactionnaires. La répression impitoyable des révoltes antimodernisatrices (Menemen) et/ou kurdes en Turquie rappelle celle de Canudos rendue célèbre par le roman de Mario Vargas Llosa, *La Guerre de la fin du monde*, lui-même inspiré par le récit d'Euclides da Cunha, *Hautes Terres*. Voir Hamit Bozarslan, « Le madhisme en Turquie : L'« incident de Menemen » en 1930 », *Revue des Mondes musulmans et de la Méditerranée*, 91-94, juillet 2000, p. 297-320 et Robert M. Levine, *Vale of Tears, Revisiting the Canudos Massacre in Northeastern Brazil, 1893-97*, Berkeley, University of California Press, 1992, 353 p.

Congrès AFSP Paris 2013

ST48, « les diplomaties des pays émergents »

BERTRAND Gilles, Centre Emile-Durkheim, Sciences Po Bordeaux

g.bertrand@sciencespobordeaux.fr

Le kéalisme : une politique internationale réaliste/conservatrice

Des années 1920 au début de la décennie 1980, la politique étrangère turque était « réaliste » : analyse des relations avec les voisins en termes d'équilibre de la puissance (avec la Grèce), politique de puissance (avec la Syrie) ; dilemme de sécurité (avec l'Iran). Cependant, il s'agissait avant tout de l'héritage de la politique menée par l'Empire ottoman depuis le milieu du XIXe siècle et son intégration au « Concert européen » (Congrès de Paris, 1856).

Depuis la Guerre d'indépendance grecque (1821-1830), l'Empire passa progressivement, y compris aux yeux de ses propres dirigeants, du statut de candidat à l'hégémonie mondiale à celui d'un membre du « concert des nations ». La diplomatie ottomane entra alors dans le jeu de l'équilibre entre les grandes puissances européennes. De la guerre des Balkans (1912-1913) à la fin de l'Empire (1923), la Turquie devint un Etat-nation, membre du « système des boules de billard »³ : de 1912 à 1924 une grande partie des musulmans des Balkans migrèrent vers la Turquie actuelle ; les Arabes tentèrent de créer leur propre(s) Etat-nation(s) ; le califat, lien ultime avec les musulmans du monde entier, jusqu'à l'Inde et l'Indonésie, fut aboli (1924). Mustafa Kemal était le chef d'une « forteresse assiégée » pendant les années 1919 à 1922 et remporta la « guerre d'indépendance » en mettant en pratique des recommandations « réalistes » : établir un rapport de force avec la France dans le sud-est de l'Anatolie ; jouer le jeu de l'équilibre entre le Royaume-Uni, la France et l'Italie dans la région, menacer les puissances occidentales de s'allier avec l'Union soviétique ; faire la guerre, par nécessité, avec la Grèce. De 1923 à 1938, La politique étrangère de la Turquie garda cet objectif de maintenir à distance les « grandes puissances » pour éviter de retomber dans la sphère d'influence des unes ou des autres. Cette politique de non-alignement, et surtout les réformes « modernisatrices » suscitèrent l'intérêt voire l'admiration de l'extérieur⁴. Mais la crise des années 1930, et les difficultés intérieures (notamment les révoltes kurdes) freinèrent la montée en puissance diplomatique. De 1938 à 1940, face à la menace expansionniste de l'Axe, la Turquie s'aligna sur les Alliés. Puis, durant la Seconde Guerre mondiale⁵, Ankara joua à nouveau la politique de l'équilibre, entretenant l'ambiguïté sur ses intentions, pour ne déclarer la guerre à l'Allemagne qu'en février 1945. Dès lors, la République de Turquie s'aligna sur les Etats-Unis, s'écartant des futurs Tiers-Monde et Mouvement des Non-Alignés (1961) qu'elle pouvait pourtant prétendre avoir inspirés.

Le caractère éminemment conservateur de la théorie « réaliste » de la politique étrangère est alors parfaitement illustré : responsables politiques, diplomates et militaires firent preuve d'une indéniable *path dependency* et de mimétisme vis-à-vis de l'allié américain (y compris institutionnel avec la création d'un Conseil national de sécurité après le coup d'Etat militaire

³ Expression inventée par Arnold Wolfers in *Discord and Collaboration*, Baltimore, The John Hopkins University Press, 1962.

⁴ Mustafa Kemal Atatürk et ses réformes servirent de modèle au Shah d'Iran et au roi d'Afghanistan, avec des résultats inégaux (voir Semih Vaner (dir.), *Modernisation autoritaire en Turquie et en Iran*, Paris, L'Harmattan, "Comprendre le Moyen-Orient", 1991, 192 p.), mais aussi à Nasser et d'autres dirigeants « charismatiques » (de leur point de vue) du Tiers-Monde. Sans parler de la littérature volumineuse qui s'interroge, à l'époque, sur le phénomène Atatürk et sur l'émergence de ce modèle de « modernisation » et d'« occidentalisation » au sein du monde musulman, en périphérie de l'Europe encore toute-puissante.

⁵ Voir notamment Selim Deringil, *Turkish Foreign Policy During The Second World War*, Cambridge University Press, 1989, 238 p.

Congrès AFSP Paris 2013

ST48, « les diplomaties des pays émergents »

BERTRAND Gilles, Centre Emile-Durkheim, Sciences Po Bordeaux

g.bertrand@sciencespobordeaux.fr

de 1960)⁶. Il était hors de question de s'éloigner de la voie fixée par Atatürk dans les relations avec les voisins, notamment moyen-orientaux (prudence confinante à l'indifférence, voire mépris, maintien d'une supposée supériorité militaire). La prudence était également de mise vis-à-vis de l'URSS mais le pays était à l'abri sous le « parapluie » américain (doctrine Truman, mars 1947) et de l'OTAN (adhésion en 1952), matérialisé jusqu'en 1962 par les fusées Jupiter⁷. Le conflit avec la Grèce à propos de Chypre fut l'une des rares audaces que se permirent les dirigeants turcs, en premier lieu Adnan Menderes, Premier ministre libéral de 1950 à 1960. Encore sa gestion du dossier apparaît rétrospectivement comme un symptôme de sa dérive autoritaire. Les émeutes anti-grecques d'Istanbul des 5-6 septembre 1955, en partie provoquées par les événements de Chypre, lui furent d'ailleurs imputées lors du procès que les militaires putschistes lui intentèrent, et le conduisirent à la potence... La politique de puissance régionale, notamment manifestée par des achats d'armements importants à la fin des années 1960 et une course aux armements ouverte avec la Grèce des années 1970 aux années 1990, relevait du processus d'imitation de la Guerre froide⁸.

Certes, dans les années 1990, des voix s'élevèrent parmi les politiciens et certains militaires pour revendiquer une plus grande autonomie vis-à-vis des Etats-Unis, voire une politique de puissance régionale à part entière ; mais l'appartenance à l'OTAN n'était que très rarement mise en cause et l'instabilité politique et financière ainsi que la surenchère nationaliste qui l'accompagnait jetaient un doute sur les intentions réelles des acteurs⁹. Il est donc difficile de parler d'« émergence » concernant un Etat qui termina la décennie 1990 en étant :

- en situation financière critique du fait de l'hyperinflation et des crises de la dette récurrentes (1994, 2000) ;
- en conflit larvé avec quasiment tous ses voisins ;
- régulièrement condamné dans les instances internationales en raison de l'occupation illégale d'une partie de l'île de Chypre (depuis 1974), des violations massives des droits humains dans les zones où sévit la guérilla séparatiste kurde (depuis 1983), et de sa législation d'exception héritée du dernier régime militaire (1980-83) ;
- un Etat isolé sur la scène internationale : vis-à-vis de ses voisins arabes qui critiquent son alignement sur les Etats-Unis et son soutien à Israël, vis-à-vis des Non Alignés qui soutiennent la République de Chypre qui est l'une des leurs (jusqu'en 2004), et même vis-à-vis de l'Union européenne qui a pourtant conclu avec lui un accord d'union douanière (1995).

⁶ Même s'ils sont peu critiques, Kemal Karpat (ed.), *Turkey's Foreign Policy in Transition, 1950-1974*, Leiden, Brill, 1975, 233 p. et Metin Tamkoç, *The Warrior Diplomats. Guardians of the National Security and Modernization of Turkey*, Salt Lake City, University of Utah Press, 1976, 394 p. sont assez éclairants sur cette période.

⁷ Et l'on se souvient que JF Kennedy ne prit pas la peine de consulter les dirigeants turcs à propos de leur retrait qu'il négocia avec Khrouchev en échange de celui des missiles de Cuba.

⁸ Nous nous permettons de renvoyer ici à notre ouvrage *Le Conflit helléno-turc*, Paris, Maisonneuve et Larose/Institut français des Études anatoliennes, 2003, 390 p.

⁹ L'article de l'ancien ambassadeur Şükrü Elekdağ, « 2 1/2 War Strategy », *Perceptions* (Ankara), vol. 1, n°1, March-May 1996, pp. 33-57, est symptomatique de la crise intellectuelle qui affecte la diplomatie turque dans les années 1990 : l'auteur perçoit la Turquie comme menacée par une coalition syro-grecque soutenant l'insurrection kurde et recommande une politique de puissance militaire devant dissuader ces ennemis de s'attaquer à la Turquie. Certains décideurs perçoivent un abandon de la part des Etats-Unis, d'autres s'enivrent verbalement des succès économiques – encore fragiles en raison du poids de la dette – de la Turquie.

Congrès AFSP Paris 2013

ST48, « les diplomaties des pays émergents »

BERTRAND Gilles, Centre Emile-Durkheim, Sciences Po Bordeaux

g.bertrand@sciencespo-bordeaux.fr

Le libéralisme, et par extension l'approche libérale des relations internationales, n'avait eu que peu de succès en Turquie avant les années 1980. Vue d'Istanbul, le libéralisme renvoyait avant tout, dès le début du XIXe siècle, aux intellectuels et aux politiciens occidentaux qui défendaient le droit à l'autodétermination, des interventions diplomatiques, voire militaires en faveur des insurgés grecs (1821-1830), des indépendantistes serbes, bulgares, et finalement arméniens... Surtout, comme les monarques européens de la Sainte Alliance, le Sultan et l'élite au pouvoir ne pouvaient pas être séduits par une telle idéologie. Les réformes de l'Empire (*Tanzimat*), même en partie influencées par le libéralisme occidental, furent conduites de manière autoritaire, du haut vers le bas. La « modernisation » de l'Empire s'inspirait davantage des modèles bonapartiste et prussien que du modèle britannique. Il n'est donc pas étonnant que l'élite libérale ottomane était réduite au prince Sabaheddin (1877-1948) et à une faction du mouvement jeune-turc. L'autre faction, plus importante, qui prit le pouvoir en 1908 et le garda presque sans interruption jusqu'en 1918, abandonna rapidement l'idée de citoyenneté multiculturelle ottomane, pour un modèle de l'État-nation centralisé¹⁰. Et ce n'est pas le président américain Wilson et ses 14 Points qui contribuèrent à diffuser les idées libérales en Turquie... l'ottomanisme promu lors de la « révolution » de 1908, soit, pour reprendre la définition de M. Hakan Yavuz, « minimiser les différences culturelles, ethniques et religieuses au sein de l'Empire en donnant une protection légale fortes à tous les groupes en même temps qu'un sentiment de citoyenneté ottomane »¹¹, ne résista pas à la montée en puissance des nationalismes, turc compris.

Mustafa Kemal effectua une « modernisation autoritaire » dirigiste et pas du tout inspirée par le laisser-faire. Ni dans la politique intérieure, ni en matière de politique étrangère (faible intérêt pour la SDN, primauté aux alliances bilatérales et aux équilibres de puissance), le libéralisme ne fut appliqué ou perçu positivement par l'élite kémaliste. Les rares tentatives, y compris par Kemal lui-même, pour susciter la création d'un parti d'opposition libéral, échouèrent tant les idées libérales indisposèrent vite les kémalistes. Il fallut donc attendre l'instauration du multipartisme pour que des membres du parti kémaliste même fondent un parti libéral sous le nom de Parti démocrate. Mais l'expérience du gouvernement d'Adnan Menderes, arrivé au pouvoir en 1950, se termina, nous l'avons dit, par une dérive autoritaire et une crise économique. L'héritier politique de Menderes, Süleyman Demirel, perdit de même le pouvoir en 1971 et en 1980 au milieu d'une situation politique et économique chaotiques et par des coups d'Etat militaires prétendant ramener le pays sur la voie du dirigisme kémaliste.

L'özalisme ou la tentative de mettre la politique étrangère au service de l'économie

Néanmoins, le dernier coup d'Etat déboucha sur une première tentative de faire « émerger » la Turquie contemporaine sur la scène économique mondiale, à l'instar du Japon des années 1960 et en même temps que les « tigres asiatiques » de la fin des années soixante-dix. Une politique de libéralisation économique fut menée à partir de 1983 par le Premier ministre Turgut Özal. Cette première tentative est d'autant plus importante qu'elle partait des mêmes

¹⁰ Sur les débats entre Jeunes-Turcs libéraux et centralisateurs voir Bernard Lewis, *Islam et laïcité. La naissance de la Turquie moderne* (1968). Paris, Fayard, 1988, p. 176-184.

¹¹ M. Hakan Yavuz, *Islamic Political Identity in Turkey*, Oxford University Press, 2005, p. 41.

Congrès AFSP Paris 2013

ST48, « les diplomaties des pays émergents »

BERTRAND Gilles, Centre Emile-Durkheim, Sciences Po Bordeaux

g.bertrand@sciencespo-bordeaux.fr

présupposés idéologiques que l'actuelle politique d'« émergence » de la Turquie. T. Özal était issu de la même mouvance « islamiste » que les actuels dirigeants de la république de Turquie et est souvent considéré comme leur modèle.

T. Özal (1927-1993), un ingénieur membre du parti « islamiste » de Necmettin Erbakan (également mentor de R.T. Erdoğan et d'A. Gül) dans les années 1970, avait été nommé par la junte vice-Premier ministre chargé des affaires économiques. Malgré les réticences des généraux, il fonda le Parti de la mère patrie (ANAP), remporta les élections législatives de 1983 puis celles de 1987. Le modèle clairement affiché d'Özal était le Parti républicain américain : ultralibéralisme économique mais conservatisme social (les années 1980 marquant en son sein la montée de la « droite chrétienne » protestante). L'« özalisme »¹² peut être considéré comme un point de rencontre entre le néo-libéralisme en vogue (parfois aussi qualifié de « reaganisme » et/ou de « thatchérisme », soit la dérégulation, la désengagement de l'Etat de l'économie, une politique agressive d'exportations qui doivent nourrir la croissance économique en remplacement d'une politique favorisant la demande interne) d'une part, d'une version de l'islamisme compatible (libéralisme économique, conservatisme social), lui-même déjà « mixé » avec le nationalisme (synthèse turco-islamique). Celle-ci remonte aux années 1970, fruit du travail d'intellectuels nationalistes dont l'historien Ibrahim Kafesoğlu (1910-1984). Selon cette « synthèse », les Turcs (seldjoukides puis ottomans) sauvèrent et renforcèrent l'Islam, mis en danger du fait des divisions des Arabes. Il ne s'agissait pas seulement de rehausser la place des Turcs dans l'histoire mondiale, mais aussi de critiquer la politique kémaliste de découplage entre turcité et islam. Les militaires turcs, malgré leur défense acharnée du kémalisme, tolérèrent puis favorisèrent le courant « turco-islamique » afin d'endiguer la montée de l'extrême gauche à la fin des années 1970, puis de la priver de ses bases idéologiques nationales (revendication d'un développement auto-centré de la Turquie, interprétation « gauchiste » du kémalisme »).

Özal exprimait ouvertement sa dévotion musulmane et fut le premier Premier ministre turc à faire le pèlerinage à la Mecque. Il lança une politique de rapprochement avec les pays arabes, notamment les monarchies du Golfe dont il était proche - La Turquie joua un rôle plus important dans l'Organisation de la Conférence islamique¹³ à partir de 1984. Le conservatisme d'Özal le conduisit à reconsidérer le passé ottoman de la Turquie, rejeté pendant des décennies par l'idéologie kémaliste. Or ce passé s'avèrait, selon Özal, un atout pour la Turquie moderne. Premièrement, il permettait de reconsidérer les liens avec les Etats arabes – considérés comme « traîtres » depuis la révolte de 1916 – liens qui pouvaient se transformer en pénétration de marchés souvent très porteurs (les pétromonarchies) et sur lesquels les produits turcs – encore de faible qualité à l'époque – n'étaient guère concurrencés. Deuxièmement, Özal voyait des traits communs entre les Etats-Unis qu'il admirait et l'Empire ottoman :

« Özal further argued that the United States and the Ottoman Empire were similar political structures : Both allowed different cultures and gave people freedom to exercise their religion,

¹² Sedat Laçiner, « Özalism (Neo-Ottomanism) : An Alternative in Turkish Foreign Policy ? », *Yönetim Bilimleri Dergisi / Journal of Administrative Sciences* (Çanakkale University), vol. 1, n°1-2, 2003-2004, p. 161-202.

¹³ Aujourd'hui Organisation de la Coopération islamique, elle a son siège à Djeddah en Arabie saoudite.

Congrès AFSP Paris 2013

ST48, « les diplomaties des pays émergents »

BERTRAND Gilles, Centre Emile-Durkheim, Sciences Po Bordeaux

g.bertrand@sciencespo-bordeaux.fr

nationality and economic preferences. From this perspective, Turkey had to desert its authoritarian official understanding, namely the Kemalist State ideology. »¹⁴

« The Republicans had sought to eradicate anything reminiscent of the Ottoman-Islamic past. For Özal, Turkey's past was its most important advantage in entering the Western club. Moreover, while the Republicans saw the Ottoman heritage as the source of problems in the region, Özal claimed that Turkey could solve the regional problems due to the Ottoman past. »¹⁵

Özal était également convaincu que, en raison de son «héritage ottoman» et de l'appartenance de l'Empire ottoman au « Concert européen », la Turquie pouvait demander son adhésion à la Communauté européenne, ce qu'il fit en 1987. Élu président de la République en 1989, il garda sa majorité parlementaire jusqu'en 1991. Ce qui lui permit de jouer un rôle majeur pendant la Seconde Guerre du Golfe, en abandonnant la politique neutraliste traditionnelle de la Turquie au Moyen-Orient pour une participation plus active à la Coalition, ce qui poussa à la démission les ministres de la Défense et des Affaires étrangères, ainsi que le chef d'état-major. La fin de la Bipolarité lui permit également de développer de nouvelles relations avec la Russie, les Etats du Caucase et de l'Asie centrale, ainsi qu'avec les Balkans (notamment la Bulgarie, la république de Macédoine et la Roumanie – il mourut peu après le début de la guerre en Bosnie).

Alors qualifiée de « néo-ottomaniste », la politique d'Özal fut cependant un indéniable succès sur le plan économique : le PIB progressa à un taux annuel moyen de 5% durant les années 1980. Le volume des exportations turques passa de 3 millions de dollars en 1980 à plus de 12 milliards de dollars en 1993. La Turquie « émergea » alors dans l'économie mondiale, attirant les investissements directs étrangers, et ne pouvant désormais plus être seulement considérée comme un membre périphérique de l'OTAN, un allié fidèle, sinon servile, des États-Unis. Özal fut considéré par les diplomates et les généraux comme un « aventurier », non seulement en raison de son soutien à la guerre contre Saddam Hussein, mais aussi à cause de sa sympathie pour les Kurdes irakiens persécutés par, et en révolte contre Saddam. Reste que la question de l'adhésion à la Communauté européenne resta sur l'agenda des gouvernements suivants. L'Union douanière avec l'UE (1996) peut d'ailleurs être considérée comme l'une de ses victoires posthumes. Et si, à la fin des années 1990, la politique étrangère d'Özal était présentée par nombre d'observateurs et de diplomates comme une parenthèse, après dix années de gouvernement de l'AKP, la parenthèse est probablement plus la période post-Özal (1993-2002) : instabilité gouvernementale forte d'où l'absence de véritable stratégie et une conduite assez conformiste de la politique étrangère turque (suivisme à l'égard des États-Unis seulement perturbé par la dégradation des relations avec la Grèce, absence de nouvelles avancées significatives dans la libéralisation politique conduisant à une impasse dans les négociations avec l'UE).

La filiation entre Özal et Erdoğan : la doctrine de l'Etat-pivot

Après son élection à la présidence de la République, T. Özal prit comme conseiller l'universitaire Dimitri Kitsikis. A ce moment, la candidature de la Turquie fut reconnue

¹⁴ Sedat Laçiner, « Özalism (Neo-Ottomanism) : An Alternative in Turkish Foreign Policy ? », *Yönetim Bilimleri Dergisi / Journal of Administrative Sciences* (Çanakkale University), vol. 1, n°1-2, 2003-2004, p. 162.

¹⁵ Idem, p. 172

Congrès AFSP Paris 2013

ST48, « les diplomaties des pays émergents »

BERTRAND Gilles, Centre Emile-Durkheim, Sciences Po Bordeaux

g.bertrand@sciencespobordeaux.fr

comme légitime mais repoussée à plus tard par les instances européennes tandis que le rapprochement gréco-turc lancé par Özal lui-même l'année précédente montrait déjà des signes d'essoufflement et de faiblesse. Le choix de Kitsikis put paraître étrange : outre son origine (grecque) et sa nationalité (française), cet historien de l'Empire ottoman est connu pour ses positions originales. Selon ce tenant de la géopolitique, il existe une « Région-pivot » à l'échelle mondiale qu'il nomme « Région intermédiaire » et donc le cœur se situe autour de la mer Égée et de la ville d'Istanbul. L'unité de la « région intermédiaire » est un facteur crucial pour la paix comme pour la prospérité puisqu'elle favorise le développement des échanges entre l'Asie et l'Europe voire l'Afrique. Ainsi, considère-t-il comme des âges d'or la période de l'Empire byzantin, mais aussi de l'Empire ottoman, du moins à ses débuts, lorsqu'il était fondé sur la réunification des territoires de Byzance et sur la rencontre entre les aristocraties byzantines et ottomanes¹⁶. Dimitri Kitsikis date d'ailleurs le début du déclin de l'Empire ottoman au glissement de son centre de gravité vers les provinces arabes, conquises au XVI^e siècle... Partisan d'un rapprochement entre les deux Etats modernes, grec et turc, il plaide même pour la création d'une « confédération gréco-turque », comme il le rappelle dans un entretien récent accordé à un collègue turc, dans lequel, du reste, il affirme que le président Özal le considérait comme son « père spirituel »¹⁷.



Source: *Intermediate Region*, Dimitri Kitsikis' *Geopolitical Quarterly*, <http://www.intermediateregion.com/>

Or cette théorie de la « Région intermédiaire » peut être rapprochée de celle de la « Profondeur stratégique » développée par l'actuel (depuis 2009) ministre des Affaires étrangères, Ahmet Davutoğlu – que le Premier ministre Recep Tayyip Erdoğan appelle, dit-on, « hoca » (maître). Comme son nom le laisse supposer, la « profondeur stratégique » (*Strategik Derinlik*¹⁸) est d'abord géopolitique et réaliste. Selon cette doctrine, la Turquie n'est plus un pays de la périphérie, comme durant la Guerre froide. Au contraire, elle est aujourd'hui un Etat central, en raison de son passé impérial, de sa culture (musulmane et turque) et de sa géographie au carrefour de l'Europe, de la Méditerranée (donnant accès au continent africain¹⁹), du Moyen-Orient et du Caucase. Plutôt que de rester dans « le réduit anatolien » (héritage du kémalisme), la Turquie (ou plutôt son gouvernement) doit utiliser ses liens avec les Etats de son ancien Empire pour se donner une « profondeur stratégique » lui

¹⁶ Voir Dimitri Kitsikis, *L'Empire ottoman*, Paris, PUF, « Que sais-je ? » n°2222, 1994 (1^{ère} éd. 1985), 126 p.

¹⁷ Entretien accordé au professeur Ozan Örmeci le 25 juin 2012, <http://politikaakademisi.org/?p=1218>

¹⁸ Titre de son ouvrage jamais traduit en anglais (au contraire d'autres de ses livres). Voir l'analyse de son collègue professeur en Turquie et parfaitement turcophone Ioannis N. Grigoriadis, « The Davutoğlu Doctrine and Turkish Foreign Policy », *Hellenic Foundation for European and Foreign Policy (ELIAMEP) Working Paper* Nr 8/2010, 12 p.

¹⁹ L'Afrique fait l'objet d'une attention croissante du gouvernement turc. En 2009, la Turquie n'avait que 12 ambassades sur le continent, 31 à la fin 2012. 21 Etats africains ont une ambassade à Ankara, mais 14 autres envisagent de les y rejoindre. Les échanges économiques afro-turcs ont augmenté de 9 à 17 milliards de dollars entre 2005 et 2011.

Congrès AFSP Paris 2013

ST48, « les diplomaties des pays émergents »

BERTRAND Gilles, Centre Emile-Durkheim, Sciences Po Bordeaux

g.bertrand@sciencespobordeaux.fr

permettant de jouer le rôle d' « Etat-pivot » - et l'on voit bien la parenté avec la théorie de D. Kitsikis. La différence vient de ce que A. Davutoğlu introduit la question de la mondialisation qui, selon lui, a déclassé l'Etat-nation et donné une plus forte légitimité aux identités supranationales telles que l'islam. Nous ne sommes pas loin, bien entendu, des « civilisations » de Samuel P. Huntington. Mais il ne faut guère s'étonner : A. Davutoğlu a été formé dans les années 1970-80, alors que l'école « réaliste » et la géopolitique dominaient – sinon avaient un quasi-monopole sur – l'étude des relations internationales en Turquie. Issu du courant conservateur, « islamiste », ayant été enseignant dans une université malaisienne fondée sous les auspices de l'Organisation de la Conférence islamique, A. Davutoğlu n'opère pas de révolution théorique et se situe donc, somme toute, dans la lignée de la politique étrangère expérimentée sous Özal.

Néanmoins, la grande nouveauté apparente de cette doctrine réside dans la forme que doit prendre la politique étrangère pour atteindre l'objectif de faire de la Turquie une puissance au moins régionale, voire indispensable dans la reconfiguration d'un système internationale qui deviendrait multipolaire : la résolution des conflits plutôt que la politique de puissance, la paix par le commerce plutôt que la course aux armements, le dialogue avec les autres cultures et « civilisations »²⁰ plutôt que le mépris (vis-à-vis des Arabes par exemple) ou la méfiance (vis-à-vis du « club chrétien »). A. Davutoğlu a ainsi intégré la notion libérale de « soft power »²¹ dans son analyse. La « puissance douce », pour lui, signifie avant tout accroître l'influence de la Turquie par les échanges commerciaux, les exportations turques de biens et services. Cela signifie aussi l'exportation du savoir-faire éducatif turc, mais du secteur privé, à savoir le réseau des écoles religieuses construites par l'une des sources d'inspiration de l'AKP, le penseur et prédicateur néo-soufi Fethullah Gülen. Ce réseau, d'abord établi en Azerbaïdjan et dans les républiques turcophones d'Asie centrale dans les années 1990, s'est répandu en Afrique et en Europe.

A. Davutoğlu n'a cependant pas élargi sa propre interprétation du « soft power » aux valeurs universelles : l'image de la Turquie a souffert de l'augmentation des procès politiques contre les journalistes, les intellectuels et même des étudiants depuis la fin des années 2000, surtout lorsque, dans le même temps, le gouvernement turc a pris parti pour les droits des Palestiniens et pour les insurgés syriens. A. Davutoğlu a également laissé de côté certains éléments de la culture turque pas vraiment appréciés par l'AKP : sitcoms TV montrant la liberté dont jouissent les femmes turques (par rapport à d'autres États musulmans du Moyen-Orient) ; *arabesk*, *pop*, *rock* ou *hip-hop*. Là réside un paradoxe : les exportations de ces biens culturels jouent un rôle dans la propagation du « soft power » turc, mais l'AKP souhaite donner une image plus conservatrice de la Turquie. A. Davutoğlu semble en mesure d'accepter que ces biens culturels participent indirectement à sa politique de « soft power » mais peut-être pas R. T. Erdoğan beaucoup moins souple vis-à-vis de ce qui choque sa pensée conservatrice (et probablement celles de ses électeurs issus des villes moyennes anatoliennes, de Konya à Erzurum).

A. Davutoğlu a également préconisé une extension de la notion de sécurité, dans le sens de la « sécurité sociétale » et de la « sécurité humaine » plutôt que la conception classique de la

²⁰ « L'Alliance des Civilisations », initiative du Premier ministre espagnol José Luis Zapatero (septembre 2004) a très vite (novembre) reçue le soutien de R.T. Erdoğan, qui l'a co-sponsorisée.

²¹ Référence, bien sûr, à Joseph Nye qui a introduit cette notion dans *Bound To Lead: The Changing Nature of American Power*, New York, Basic Books, 1990, 307 p.

Congrès AFSP Paris 2013

ST48, « les diplomaties des pays émergents »

BERTRAND Gilles, Centre Emile-Durkheim, Sciences Po Bordeaux

g.bertrand@sciencespo Bordeaux.fr

« sécurité nationale » chère aux « réalistes » (sécurité de l'Etat : territoire et institutions en premier lieu)²². Cette conception élargie de la sécurité est d'autant plus nouvelle dans le contexte turc que la vision classique a justifié les mesures contre-insurrectionnelles contre les rebelles kurdes depuis le début des années 1980 avec des dizaines de milliers de civils tués. Là encore, A. Davutoğlu rejoint l'ottomanisme et la vision libérale du prince Sabahedin : pour « sécuriser » les citoyens de Turquie et apaiser les tensions internes, il est nécessaire d'accepter la diversité de leurs identités. On pourrait faire le lien avec le discours de Kemal lors de la « guerre d'indépendance », prônant le rassemblement autour de l'islam des Turcs et des Kurdes, et de sa politique jusque dans les années 1930 vis-à-vis des minorités non-musulmanes : tant qu'elles ne mettaient pas en question leur allégeance à la République turque (et, si possible, soutenaient la politique de « modernisation », en particulier la laïcité), elles étaient protégées par l'Etat. Cependant la politique de M. Kemal paraît rétrospectivement plus tactique que stratégique puisque son objectif final est la création d'un Etat-nation homogène. Au contraire, l'AKP a rompu avec les politiques mises en œuvre à partir du milieu des années 1920 (les Kurdes comme une menace pour l'identité et la sécurité de la Turquie) et 1940 (les minorités religieuses comme une menace pour l'édification d'une nation homogène). A. Davutoğlu a fortement plaidé en faveur d'une solution politique à la question kurde, processus qui a seulement commencé en 2013 en raison de nombreux obstacles internes, notamment l'hostilité des milieux nationalistes turcs. Mais, au-delà des citoyens kurdes de Turquie, le processus de paix est un signal plus large envoyé aux autres minorités kurdes de la région, aux populations des Etats voisins voire aux musulmans en général : la politique générale de l'AKP est néo-ottomane en ceci qu'elle vise à faire de la Turquie le chef de file du monde musulman, au moins au Moyen-Orient, et peut-être le chef de file de toute la « Région intermédiaire » dans la mondialisation.

La politique étrangère de l'AKP à l'épreuve des faits

A l'instar de T. Özal, le gouvernement AKP²³ a fait face à de nombreux obstacles internes et externes dans l'élaboration d'une nouvelle politique étrangère. Les échecs ou demi-succès d'Özal pouvaient davantage s'expliquer par les obstacles internes : l'absence de coopération des diplomates et des militaires, en particulier concernant la question chypriote et le rapprochement avec la Grèce. Le gouvernement AKP a changé, étape par étape, l'équilibre interne du pouvoir. La question de la candidature à l'UE a souvent servi de (bon ou mauvais) prétexte pour modifier cet équilibre. Le changement le plus important, du point de vue institutionnel, a été la réforme du Conseil de sécurité nationale (Milli Güvenlik Kurulu,

²² Une définition « réaliste » de la sécurité apparaît dans Hans Morgenthau, *Politics among Nations: The Struggle for Power and Peace*, New York, Alfred A. Knopf, 1948, p. 562. Pour une définition critique voir Ole Waever, « Societal Security. The concept » in Barry Buzan (ed.), *Identity, Migration and the New Security Agenda in Europe*, London, Pinter, 1993, pp. 17-40. Le concept de sécurité humaine a pour origine les travaux d'Amartya Sen, repris par le Programme des Nations unies pour le Développement à partir de son *Rapport sur le Développement humain 1994*.

²³ Malgré la personnalisation croissante du pouvoir depuis la première nomination de R. T. Erdoğan au poste de Premier ministre (mars 2003), la politique étrangère, qui n'est pas son domaine de prédilection et encore moins d'expertise, est élaborée par plusieurs fortes personnalités : Abdullah Gül, ministre de 2003 à 2007, devenu alors président de la République et donc toujours décideur ; Ali Babacan, 2007-2009, désormais en charge des affaires économiques, étoile montante de l'AKP ; A. Davutoğlu, conseiller diplomatique des ministres avant de prendre lui-même le poste en 2009.

Congrès AFSP Paris 2013

ST48, « les diplomaties des pays émergents »

BERTRAND Gilles, Centre Emile-Durkheim, Sciences Po Bordeaux

g.bertrand@sciencespo-bordeaux.fr

MGK). La surreprésentation des généraux dans le MGK avait été soulignée par la Commission européenne depuis 1999 comme un obstacle à l'adhésion de la Turquie. La réforme du MGK avait commencé avant l'arrivée au pouvoir de l'AKP. Mais c'était R.T. Erdoğan qui a imposé une réforme en profondeur du MGK dès juillet 2003 : le nombre de civils membres du MGK a augmenté lorsque celui des militaires a diminué, donnant à la majorité des voix aux civils. Les pouvoirs du MGK ont été limités, de sorte que l'armée n'a plus son mot à dire sur à peu près tout, y compris l'éducation (ce qu'elle fit en 1997), au nom de la sécurité nationale. Néanmoins, le MGK est toujours consulté sur de nombreuses questions, y compris le processus d'adhésion à l'UE et la mise en œuvre de l'acquis communautaire en matière de droits humains par exemple²⁴. Dans le même objectif de répondre aux demandes de l'Union européenne, le Premier ministre imposa à l'état-major, via le MGK, un retrait progressif de Chypre-Nord dans le cadre du plan Annan de l'ONU visant à réunifier l'île en même temps que son adhésion à l'UE (2004)²⁵. D'autre part, le gouvernement a aussi affaibli l'armée par la Justice, un paradoxe puisque l'armée était prête à faire interdire l'AKP en 2007. La même année, et depuis lors, la police a enquêté sur des complots visant les « islamistes » (l'AKP) ou des intellectuels libéraux et de gauche, complots menés, selon l'accusation, par un réseau secret lié aux militaires appelé *Ergenekon*. Plus de trois cents officiers supérieurs actifs et retraités, mais aussi des journalistes, ont été arrêtés et emprisonnés et jugés. L'influence de l'armée sur la politique étrangère est de moins en moins sensible, sauf peut-être dans un dossier : celui des relations gréco-turques, et la mer Egée, où l'armée de l'air turque continue de violer l'espace aérien grec, malgré le rapprochement de 1999 et la demande par la Grèce et par l'Union européenne d'un jugement de la Cour internationale de Justice. Or le rapprochement avec la Grèce n'est plus prioritaire depuis les déclarations hostiles à l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne de certains dirigeants parmi les 27. Et de toute façon, la priorité paraît bien davantage être les pays arabes (et musulmans).

L'AKP a également remporté son combat contre l'armée en gagnant de plus en plus le soutien des citoyens, sachant que tant l'AKP que l'armée avaient placé leur rivalité au centre du débat politique. Or, l'AKP a progressé d'élections législatives en élections législatives²⁶. Par ailleurs, le principal parti d'opposition, le Parti républicain du Peuple (Cumhuriyet Halk Partisi, CHP, kémaliste), a remporté plus de voix en 2011, après un changement de direction en faveur de personnalités moins pro-militaires²⁷. Les élections et l'opinion publique, mais aussi les succès économiques et le rôle croissant des hommes d'affaires ont été des facteurs-clés de l'évolution de l'équilibre interne, mais aussi de la politique étrangère²⁸. L'AKP a été

²⁴ Ümit Cizre (ed.), *Almanac Turkey 2005. Security Sector and Democratic Oversight*, Istanbul, Turkish Economic and Social Studies Foundation (TESEV) & Geneva Centre for the Democratic Control of Armed Forces (DCAF), 2006, 287 p.

²⁵ Le plan fut rejeté, par référendum, par les Chypriotes grecs, rendant cette concession nulle et non avenue.

²⁶ L'AKP a obtenu 10,8 millions de voix (34.3% des suffrages) en 2002, 16,3 millions (46.6%) en 2007, 21,4 millions (49.8%) en 2011. Voir par exemple Ali Çarkoğlu, « Turkey's 2011 General Elections: Towards a Dominant Party System? », *Insight Turkey*, vol. 13, n°3, 2011, pp. 43-62.

²⁷ Le CHP a gagné un million de votes entre 2002 et 2007 (+0.5%) mais près de 4 millions (11,15 millions de suffrages au total, 26%, +5,5%) en 2011.

²⁸ Ziya Öniş, « The Triumph of Conservative Globalism: The Political Economy of the AKP Era », *Turkish Studies*, vol. 13, n°2, 2012, pp. 135-152. Reşat Bayer and Ziya Öniş, « Turkish Big Business in the Age of Democratic Consolidation: The Nature and Limits of its Influence », *South European Society and Politics*, vol. 15, n°2, 2010, pp. 181-201.

Congrès AFSP Paris 2013

ST48, « les diplomaties des pays émergents »

BERTRAND Gilles, Centre Emile-Durkheim, Sciences Po Bordeaux

g.bertrand@sciencespobordeaux.fr

très prudent, depuis 2002, vis-à-vis des sentiments de ses électeurs et de l'opinion publique en général. Le rejet par le parlement de la résolution autorisant l'armée américaine à opérer à partir de la Turquie pour l'opération *Iraqi Freedom* en mars 2003 est un exemple : le gouvernement avait recommandé le vote positif mais n'avait pas forcé sa majorité à le suivre, à la lecture des sondages, tous négatifs vis-à-vis d'*Iraqi Freedom*. La montée du sentiment anti-israélien dans l'opinion publique après les opérations militaires israéliennes au Liban (2006) et contre la bande de Gaza (2008-2009) ont obligé les généraux à accepter le gel de la coopération militaire turco-israélienne - un résultat pas en totale contradiction avec la politique étrangère de l'AKP, même si R.T. Erdoğan avait tenté, auparavant, de jouer les médiateurs entre Israéliens et, respectivement, Syriens et Palestiniens. D'autre part, c'est l'électorat conservateur, plus nationaliste qu'« islamiste » en l'occurrence, qui a forcé le gouvernement, à travers son groupe parlementaire, à ne pas ratifier l'accord arméno-turc du 10 octobre 2009 établissant des relations diplomatiques entre les deux Etats. Les plus nationalistes des députés AKP et l'opposition ultranationaliste se sont fortement opposés à la « diplomatie du football » menée par A. Gül qui a effectué une courte visite en Arménie en septembre 2008, à l'occasion d'un match de football entre les deux équipes nationales. C'est encore l'opinion publique qui a poussé le gouvernement à prendre une position plus dure vis-à-vis du régime syrien (et avant lui, contre le régime libyen), en dépit de sa prudence au début du « Printemps arabe » et de son alignement certain sur les positions non-interventionnistes des autres « puissances émergentes », de la Chine au Brésil, en passant par l'Inde et l'Afrique du Sud. Cette démocratisation de la politique étrangère, qui n'est plus le domaine réservé du militaire et du diplomate²⁹, peut également être considérée comme un signe supplémentaire de la perception croissante, parmi les citoyens turcs, de « l'émergence » de la Turquie sur la scène politique mondiale.

Les obstacles externes ont été de deux sortes : le gel des négociations d'adhésion l'UE et le printemps arabe, en particulier la guerre en Syrie. La candidature à l'UE était déjà un problème pour Özal : depuis que l'UE avait rejeté sa demande, la crédibilité et le poids d'Özal vis-à-vis des diplomates pro-occidentaux et des militaires avaient diminué. Une solution pour Chypre et le rapprochement avec la Grèce trouvaient moins de partisans. De même, le gouvernement AKP a fait face à plus de d'oppositions internes concernant le rapprochement avec la Grèce et les négociations sur Chypre après les discours négatifs de N. Sarkozy et d'A. Merkel quant à l'adhésion de Turquie à l'UE. Les régimes autoritaires dans les pays musulmans ont été un autre obstacle important à la politique « néo-ottomane ». En dépit de trois coups d'Etat militaires, l'élite politique et l'opinion publique turques soulignaient toujours l'ancienneté de la démocratie en Turquie, remontant aux élections qui eurent lieu à la fin de l'Empire ottoman (1876, 1908), au cours des premières années de la République et depuis 1946. Les voisins arabes semblaient « arriérés » en comparaison. Il y avait peu de soutien de l'opinion publique au rapprochement avec des dictateurs comme Bachar Al-Assad, Saddam Hussein ou Mouammar Kadhafi, même si la solidarité musulmane était un argument pour s'opposer aux interventions militaires occidentales contre eux. Le rapprochement de R.T. Erdoğan avec Bachar Al-Assad (à partir de 2004-2005) a, de même, été vivement critiqué en interne, en particulier lorsque le Premier ministre a appelé le dictateur son « frère ». L'attitude de R.T. Erdoğan envers le président iranien Mahmoud Ahmadinejad dans sa

²⁹ Selon l'expression de Raymond Aron. Cette formule renvoie aussi au titre du livre de Philip Robins, *Suits and Uniforms. Turkish Foreign Policy Since the Cold War*, London, Hurst, 2003, 404 p.

Congrès AFSP Paris 2013

ST48, « les diplomaties des pays émergents »

BERTRAND Gilles, Centre Emile-Durkheim, Sciences Po Bordeaux

g.bertrand@sciencespobordeaux.fr

tentative de jouer le médiateur dans la crise nucléaire (2010) a été également critiquée. C'est là que réside l'une des principales faiblesses, sinon la principale faiblesse de la politique étrangère «néo-ottomane» de l'AKP : la coopération, poussée parfois très loin, avec des régimes autoritaires parce que garder à distance ces régimes signifiait garder à distance des pays musulmans – et des clients –, la principale cible de la «politique de zéro problème avec nos voisins » et de la « Turquie en tant que puissance émergente ». Les opposants ne pouvaient guère être entendus lorsque la Turquie jouait apparemment un rôle stabilisateur dans la région et remportait des parts de marché, soit durant la période 2003-2010.

Le printemps arabe a été loin d'être une bonne nouvelle pour l'AKP. Les relations avec les nouveaux régimes devaient être «remise à zéro» et fin mai 2013, le processus est loin d'être achevé. R.T. Erdoğan a été très prudent vis-à-vis des révolutions en Egypte et en Libye. Le gouvernement AKP a finalement rallié la position interventionniste occidentale plutôt que de trouver une «troisième voie» entre elle et les pro-*statu quo* (Chine et Russie). Les difficultés des gouvernements Ennahda en Tunisie et frère musulman en Egypte, deux partis qui ont déclaré avoir l'AKP pour modèle, ne contribuent pas à redorer l'image et à sauver la politique moyen-orientale de R.T. Erdoğan, A. Gül et A. Davutoğlu³⁰. Quant à la Syrie, le bilan de la politique étrangère turque devra attendre la fin de la guerre. A. Davutoğlu a fait tout ce qu'il pouvait pour éviter la rupture des relations diplomatiques avec le régime Al-Assad au début de la contestation. Il rêvait même de jouer le rôle de médiateur entre le régime et l'opposition. Malheureusement pour lui, la violence du régime a progressivement contraint Ankara à adopter une position plus ferme au point de prôner ouvertement le renversement d'Al-Assad. Cependant, la « puissance émergente » que veut être la Turquie n'a ni les moyens ni la volonté politique d'intervenir en Syrie et de jouer ainsi les « gendarmes » de la région. Au contraire, la Turquie semble tributaire, dans son soutien prudent à une opposition syrienne divisée, des Qataris et Saoudiens, lesquels ne participent manifestement guère à l'unification de cette opposition.

Conclusion: Les limites d'une diplomatie émergente

Il semble, d'une part, pertinent de considérer la politique étrangère de l'AKP comme «néo-ottomane». Notons qu'elle fait parfois référence à l'Empire ottoman comme le font à leur propre passé impérial, dans une certaine mesure, la Chine (références aux frontières de l'Empire Qing incluant le Tibet, Taiwan, le Turkestan et une partie de la Mongolie, sans oublier le lien de suzeraineté avec la Corée de l'ère Choson), et peut-être l'Inde (nostalgie du Raj britannique sinon de l'empire Moghol, en particulier dans les relations avec le Pakistan et l'Afghanistan). Le Brésil, le Nigéria et l'Afrique du Sud eux-mêmes semblent, à l'occasion, tenté d'agir comme les héritiers de l'empire colonial dont ils faisaient partie (le Brésil vis-à-vis de la Lusophonie, le Nigéria en Afrique occidentale, et l'Afrique du Sud en Afrique centrale et australe). D'autre part, l'engagement et l'électorat « musulmans » de l'AKP ont souligné les limites de la «politique du zéro problème avec nos voisins». Cette politique a fonctionné jusqu'en 2010 avec la Syrie, l'Irak post-Saddam, les pays arabes en général et, par certains aspects, l'Iran. Mais elle a échoué, tout ou en partie, avec la Grèce et l'Arménie. Quant à

³⁰ Voir notamment Ziya Öniş, « Turkey and the Arab Spring: Between Ethics and Self-Interest », *Insight Turkey*, vol. 14, n°3, 2012, pp. 1-19.

Congrès AFSP Paris 2013

ST48, « les diplomaties des pays émergents »

BERTRAND Gilles, Centre Emile-Durkheim, Sciences Po Bordeaux

g.bertrand@sciencespobordeaux.fr

Chypre, les choses sont plus compliquées car l'échec de 2004 n'est pas imputable à la seule diplomatie turque, c'est le moins que l'on puisse dire. Vis-à-vis d'Israël, il ne fait aucun doute que, avant 2006-2008, le gouvernement AKP a voulu jouer le rôle de médiateur, adoptant une posture « néo-ottomane », voire « néo-sultanique » (l'arbitre entre les *rayas* en conflit)

En dépit de ses racines réalistes, la politique étrangère de l'AKP est fondée sur l'hypothèse libérale de la « paix par le commerce ». Pour faire référence à la catégorisation d'Alexander Wendt, la politique étrangère turque est maintenant plus lockienne qu'hobbesienne (comme ce fut le cas depuis l'avènement de la République au moins), mais certainement pas kantienne³¹. Ainsi que la plupart des « puissances émergentes », la Turquie n'appartient pas encore à une « communauté de sécurité » puisque ses relations avec la Grèce mettent en cause son appartenance à la « communauté de sécurité de l'Atlantique Nord »³². Si la politique « néo-ottomane » visait à créer une communauté de sécurité alternative, son échec est patent. Et d'autres « puissances émergentes » sont dans le même cas, marquant ainsi leur isolement, donc leur faiblesse.

³¹ Alexander Wendt, *Social Theory of International Politics*, Cambridge University Press, 1999, chapter 6.

³² Sur le concept, voir Karl Deutsch (ed.), *Political Community and the North Atlantic Area*, Princeton University Press, 1957, ainsi que Emanuel Adler and Michael Barnett (ed.), *Security Communities*, Cambridge University Press, 1999, 484 p. A propos du cas gréco-turc spécifiquement voir Fotios Moustakis, *The Greek-Turkish Relationship and NATO*, London, Franck Cass, 2003, 210 p.